

## Bulletin d'histoire politique

# 50 ans d'échanges culturels entre la France et le Canada français, de la mort d'Hector Fabre (1910) à la Révolution tranquille (1960) : Présentation

Samy Mesli et Ivan Carel

---

50 ans d'échanges culturels France-Québec 1910-1960  
Volume 20, numéro 1, automne 2011

URI : [id.erudit.org/iderudit/1055958ar](http://id.erudit.org/iderudit/1055958ar)  
<https://doi.org/10.7202/1055958ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

---

### Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique et VLB éditeur

ISSN 1201-0421 (imprimé)  
1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

---

### Citer cet article

Mesli, S. & Carel, I. (2011). 50 ans d'échanges culturels entre la France et le Canada français, de la mort d'Hector Fabre (1910) à la Révolution tranquille (1960). *Bulletin d'histoire politique*, 20(1), 7-19. <https://doi.org/10.7202/1055958ar>

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-d-utilisation/>]

---



Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. [www.erudit.org](http://www.erudit.org)

# 50 ans d'échanges culturels entre la France et le Canada français, de la mort d'Hector Fabre (1910) à la Révolution tranquille (1960)

SAMY MESLI

*Université du Québec à Montréal*

IVAN CAREL

*Université Concordia*

La célébration, cet automne, du cinquantenaire de la Délégation générale du Québec à Paris est l'occasion de souligner la nature « privilégiée » des relations qui unissent la France et le Québec<sup>1</sup>. Dans l'euphorie des grandes réformes de la Révolution tranquille, le gouvernement Lesage, animé par le désir d'ouvrir le Québec sur le monde, posait les premiers jalons de sa politique extérieure, avec la France comme principal partenaire. En octobre 1961, la création de la représentation diplomatique du Québec à Paris allait permettre l'instauration de rapports politiques directs avec les autorités françaises, ouvrant la voie à une active coopération entre les deux gouvernements, illustrée encore aujourd'hui par les rencontres annuelles des premiers ministres. Grâce à l'indéfectible soutien du général de Gaulle et des dirigeants qui lui ont succédé à l'Élysée, le Québec est parvenu à réaliser d'importants gains sur la scène internationale avec, en point d'orgue, son intégration aux institutions de la Francophonie<sup>2</sup>.

Par contraste avec l'apathie du gouvernement Duplessis, les « retrouvailles » du début des années 1960 marquent bien l'ouverture d'un nouveau chapitre dans l'histoire des relations franco-québécoises. Cette période,

riche en coups d'éclat et qui a, par là même, longtemps monopolisé l'attention des chercheurs, ne doit toutefois pas occulter l'ancienneté des liens tissés de part et d'autre de l'Atlantique. Comme l'a démontré l'ouvrage précurseur de Claude Galarneau, *La France devant l'opinion canadienne*, les échanges intellectuels et privés entre le Canada français et son ancienne mère patrie n'ont jamais cessé, même après la Conquête<sup>3</sup>. Convaincu par le succès de la mission du navire français *La Capricieuse*, le gouvernement de Napoléon III décide d'officialiser ses relations avec le Dominion du Canada par l'ouverture, en 1859, du Consulat général de France à Québec<sup>4</sup>. En 1882, c'est au tour des autorités québécoises de nommer un agent officiel à Paris, en la personne d'Hector Fabre<sup>5</sup>. Ce journaliste, au parcours atypique, reçoit également le mandat de représenter le gouvernement fédéral, devenant ainsi le premier diplomate canadien en poste en France. Jusqu'à son décès à Paris en 1910, il s'acquitte de sa tâche et contribue au renforcement des liens entre les deux sociétés.

La fin du XIX<sup>e</sup> siècle s'avère être une période particulièrement dynamique et plusieurs travaux récents permettent de constater la variété des échanges alors en cours entre le Canada français et l'Hexagone<sup>6</sup>. Pour souligner le centenaire de la disparition d'Hector Fabre, les responsables des 8<sup>e</sup> Entretiens Pierre-Bédard qui se sont tenus en septembre 2010 sous l'égide de la Société du patrimoine politique du Québec (SOPPOQ) dirigée par Denis Monière, ont souhaité contribuer à ce renouvellement de l'historiographie<sup>7</sup>.

Complétant la publication d'un ouvrage portant sur la vie et l'héritage de Fabre<sup>8</sup>, ce dossier thématique du *Bulletin d'histoire politique* présente des communications de ce colloque. Il est consacré à l'étude des relations culturelles entre la France et le Canada français, de la mort de Fabre jusqu'à la Révolution tranquille et l'ouverture, ou la réouverture, de la Délégation du Québec à Paris<sup>9</sup>. Fruit d'une collaboration entre des universitaires français et québécois, ce dossier dresse un portrait particulièrement intéressant, quoique forcément incomplet, des échanges intellectuels, scientifiques et universitaires mis en œuvre pendant ces cinq décennies. Les textes qui suivent mettent en lumière les principaux acteurs à l'origine des échanges et soulignent la variété des réseaux de coopération qui se structurent de part et d'autre. Ils analysent également l'impact de ces relations culturelles et leurs conséquences sur la société canadienne-française.

Les premiers articles décrivent le rôle particulier joué par les gouvernements durant la période de l'entre-deux-guerres. Au sortir du premier conflit mondial, la France et le Canada resserrent leurs liens politiques ; à Paris, Philippe Roy, successeur d'Hector Fabre à la tête du Commissariat canadien, s'avère particulièrement actif. Comme le mentionne Michel Lacroix, le diplomate canadien travaille à développer les échanges uni-

versitaires entre les deux pays, et essaie d'intégrer plus largement le Canada dans les institutions multilatérales, en particulier l'Institut international de coopération intellectuelle. Pour sa part, Samy Mesli s'intéresse à la diplomatie culturelle mise en œuvre par les autorités françaises au Québec et analyse les diverses mesures adoptées afin de soutenir le développement des universités. Denis Monière s'intéresse aux voyages et aux initiatives de Lomer Gouin pour resserrer les liens avec l'Hexagone et, malgré certaines réticences des autorités françaises, officialiser leurs relations avec le Canada, au risque de froisser la Grande-Bretagne. On assiste rapidement à la mise en place d'un « triangle équilatéral » France-Canada-Québec. La France entend également marquer ses bonnes relations avec le Canada en lui conférant une place de choix à l'Exposition universelle de Paris en 1937, même si, observe David Cloutier, l'organisation ne sera pas sans tâtonnements du côté canadien.

Grâce à ce volontarisme politique s'ouvre une période de coopération particulièrement riche, qui profite d'abord aux milieux universitaires et scientifiques. Parmi les programmes de coopération instaurés pendant l'entre-deux-guerres, le plus important reste assurément celui des bourses d'Europe, créé en 1920 par le gouvernement québécois. Comme le démontrent Robert Gagnon et Denis Goulet, plus de 660 boursiers ont ainsi bénéficié d'une formation en France et dans d'autres pays, et un grand nombre de ces jeunes universitaires participeront de façon significative à l'essor des sciences au Québec. Fernand Harvey étudie, pour sa part, le cas de l'Institut scientifique franco-canadien. Fondé en 1926, cet organisme contribue à la résorption du « sous-développement » que connaît alors la recherche au Canada français, en favorisant notamment la venue d'universitaires et de conférenciers français au Québec. Malgré son succès, l'ISFC n'est pas épargné par les difficultés financières et les divisions politiques. Gérard Fabre observe les tensions qui éclatent au sein de l'organisme pendant les années 1940 et 1950. Sous les présidences de Gilson et de Montpetit, des divergences apparaissent entre les tenants de la vision d'une France garante des valeurs catholiques et certains intellectuels français méfiants à l'endroit du nationalisme clérical et conservateur porté par Duplessis.

En plus de l'ISFC, les universités jouent un rôle majeur dans l'essor des échanges académiques et scientifiques avec la France. Comme le démontrent les textes suivants, ces transferts intellectuels favorisent le développement et l'autonomisation des sciences au Québec. Patrick-Michel Noël et Martin Pâquet analysent ces interactions dans le domaine des sciences historiques : outre l'influence exercée par certains chercheurs français sur l'historiographie québécoise, plusieurs historiens, comme Lionel Groulx et Gustave Lanctôt, effectuent des séjours dans l'Hexagone. Jules Racine présente le parcours du sociologue Georges-Henri Lévesque.

Après sa formation à l'École des sciences sociales et politiques de l'Université catholique de Lille, Lévesque en importera les modèles institutionnels pour fonder la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval. Il s'inspirera également de l'action sociale belge pour valoriser l'idéal de l'intellectuel engagé.

À l'instar de ces universitaires de renom, la France représente, pour la plupart des intellectuels et des artistes, le « foyer de la culture ». Comme le mentionne Fanie Saint-Laurent, qui étudie les activités de la Société d'étude et de conférences, Paris demeure la caution nécessaire, la « source du savoir » qui doit favoriser « l'éclosion de [la] culture » canadienne-française. Enfin, Gilles Lapointe s'intéresse au parcours de Paul-Émile Borduas. Comme de nombreux étrangers, venus trouver à Paris la « consécration de la figure de l'artiste », le chef de file de l'automatisme a effectué plusieurs séjours dans la Ville lumière. Borduas vivra toutefois des expériences contrastées, passant d'un enchantement relevant du rite initiatique à de sévères déconvenues.

Les textes publiés dans ce dossier offrent ainsi un nouvel éclairage sur les relations franco-québécoises durant la première moitié du xx<sup>e</sup> siècle. Tout d'abord, la période de l'entre-deux-guerres a permis l'instauration par les gouvernements de programmes d'échanges scientifiques qui sont venus enrichir l'ensemble des réseaux déjà tissés dans de nombreux domaines, par les intellectuels<sup>10</sup>, les artistes ou les communautés religieuses<sup>11</sup>. Bien que la suspension des échanges au cours de la Deuxième Guerre mondiale et les difficultés qu'a connu la France pendant les années qui suivent aient incité de jeunes Québécois à se tourner vers d'autres horizons, et notamment les États-Unis, l'Hexagone est demeuré, pour les intellectuels et les universitaires, une destination privilégiée. Par exemple, l'historien Pierre Savard a effectué sa maîtrise d'histoire à l'Université de Lyon sous la direction du professeur André Latreille ; Savard, qui a consacré une grande partie de ses recherches aux relations franco-québécoises, affirme que les deux sociétés ont « toujours maintenu des rapports culturels riches et continus dans les deux sens, quoiqu'empreints, dans de larges secteurs de l'opinion, de réticences durables »<sup>12</sup>. Ainsi, malgré la défiance d'une partie de l'élite intellectuelle et cléricale à l'endroit de la République laïque et « persécutrice » et le peu d'intérêt que portait Duplessis à la France, de solides liens se sont donc noués entre les deux rives de l'Atlantique. Les textes de ce dossier prouvent que les relations France-Québec de la première moitié du xx<sup>e</sup> siècle ont posé les prémisses des rapports plus officiels que l'on célèbre aujourd'hui.

Les organisateurs du colloque et les responsables des actes tiennent à remercier chaleureusement les commanditaires et partenaires de cet événement. La Fédération des sociétés d'histoire du Québec a ainsi gran-

dement contribué au succès du colloque par son soutien logistique. Le ministère des Relations internationales du Québec, le Consulat général de France à Québec, l'Assemblée nationale du Québec, l'Association internationale des études québécoises (AIEQ), le Groupe de recherche inter-universitaire sur le Québec des années soixante et ses relations avec l'extérieur (GRIQUERE), la Fondation Lionel-Groulx et la Fondation du Prêt d'honneur ont également, par leur appui, permis la concrétisation de ce projet. Qu'ils en soient ici remerciés.

## Notes et références

1. Frédéric Bastien, *Relations particulières: la France face au Québec après de Gaulle*, Montréal, Boréal, 1999, 423 p.
2. Robin S. Gendron, *Towards a Francophone community: Canada's relations with France and French Africa, 1945-1968*, Montréal, McGill/Queen's University Press, 2006, 191 p.; Gilles Duguay, *Le triangle Québec-Ottawa-Paris: récit d'un ancien ambassadeur canadien*, Québec, Septentrion, 2010, 628 p.
3. Claude Galarneau, *La France devant l'opinion canadienne*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1970, 401 p.
4. Pierre Savard, *Le Consulat général de France à Québec et à Montréal 1859-1914*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1970, 132 p.; Samy Mesli, « Historique du Consulat général de France », dans Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs, *150 ans de relations France-Québec. Le Consulat général de France à Québec (1859-2009)*, Québec, Éditions Multimondes, 2010, p. 141-162.
5. Gérard Parizeau, *La chronique des Fabre*, Montréal, Fides, 1978, 352 p., ainsi que Sylvain Simard, « Hector Fabre: essayiste et homme de lettres », dans *Archives des Lettres canadiennes*, tome VI, *L'essai et la prose d'idées au Québec*, Montréal, Fides, 1985, 921 p., p. 281-293.
6. Yvan Lamonde et Didier Poton (dir.), *La Capricieuse (1855): poupe et proue: les relations France-Québec, 1760-1914*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2006, 379 p.; Jaques Portes, *L'impossible retour de la France: de « La Capricieuse » à de Gaulle*, Montréal, VLB éditeur, 2008, 109 p.; Paul-André Linteau et Serge Joyal (dir.), *France, Canada, Québec. 400 ans de relations d'exception*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2008, 319 p.
7. Le comité organisateur de ce colloque était composé des professeurs Robert Comeau, Jean Lamarre et Gérard Fabre, de Marc Beaudoin de la Fédération des sociétés d'histoire du Québec, ainsi que de Samy Mesli et Ivan Carel. La Société du Patrimoine politique du Québec a confié la responsabilité de ce colloque à Robert Comeau de la SOPPOQ.
8. Ivan Carel et Samy Mesli (dir.), *Hector Fabre*, Montréal, VLB Éditeur, 2011 (à paraître).
9. Un dossier à paraître en 2012 dans le *Bulletin d'histoire politique* sous la direction de Samy Mesli et Olivier Courteaux reprendra également des textes présentés lors du colloque et portant plus spécifiquement sur la Deuxième Guerre mondiale, et qui n'ont pas été publiés ici.

10. Stéphanie Angers et Gérard Fabre, *Échanges intellectuels entre la France et le Québec (1930-2000). Les réseaux de la revue Esprit avec La Relève, Cité libre, Parti Pris et Possibles*, Québec, Presses de l'Université Laval et Paris, L'Harmattan, 2004, 248 p.
11. Dominique Marquis, «Dialogues et échanges: la rencontre des dominicains français et canadiens au Québec, 1930-1960», dans Marie-Pierre Luneau et al., *Passeurs d'histoire(s). Figures des relations France-Québec en histoire du livre*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2010, p. 355-370.
12. Pierre Savard, «Les Canadiens français et la France de la "Cession" à la "Révolution tranquille"», dans Paul Painchaud (dir.), *Le Canada et le Québec sur la scène internationale*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1977, p. 472.